

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 43 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 13 - 20 décembre 2023

UNE NOUVELLE PÉNURIE D'ESSENCE FRAPPE À LA PORTE

Des détournements de tankers enregistrés

Le Terminal Varreux, encore la cible des bandits...

Par Léo Joseph

Après une accalmie de plu-

sieurs semaines, sinon de plu-
sieurs mois, les bandits spécia-
lisés dans le détournement de

camions citernes reprennent du
service. Les détournements en
série se multiplient, selon toute

vraisemblance, au détriment
du Terminal Varreux, situé à
Cité Soleil.

Au plus grand bidonville de
la capitale, Cité Soleil, au cours
de la journée du lundi (12 dé-
cembre) pas moins de 6 ca-
mions transportant des cargai-
sons d'essence, ont été dé tour-
nés par des hommes ar-
més, qui n'ont pas été immédia-
tement identifiés. Cette in-
formation a été communiquée, pour
la première fois, par Radio
Télévision Caraïbes (RTVC).

Ce même organe de presse
a souligné que les propriétaires
de ces transporteurs croyaient
avoir fait la paix avec les gangs
en leur versant une somme de
200 mille gourdes. Mais ces
derniers ne l'entendaient pas
de cette oreille, estimant, pour
leur part, n'avoir pas eu d'en-
tente avec des rivaux. Qui ose-
rait croire que la solidarité
existe entre bandits ? Dans le

cas spécifique de ces six ca-
mions, des gens du milieu
font croire qu'ils ont été pris
par un groupe de malfrats
rivaux.

Les tankers approu- visionnés à la merci des gangs armés

Les bandits n'ont pas besoin
de prendre la chance d'envahir
le complexe du Terminal Varreux
pour s'emparer de tankers rem-
plis d'essence, en route vers
leur destination, quand ils peu-
vent s'en emparer avec très
peu de risque. Quand bien mê-
me les transporteurs d'essence
seraient bel et bien exposés
aux caprices des malfrats, ils sa-
vent qu'ils sont des proies faci-
les et qu'ils ne peuvent pas
compter sur la protection des
forces de l'ordre, faisant œuvre
d'abonnés absent, en ce qui

Suite en page 4

INCAPABLE DE LIBÉRER LE KENYA DES CRIMINELS

Le président William Ruto veut lancer sa police contre les gangs armés en Haïti

Recrutée à cette fin, bien que le Département d'État ait émis un avis de voyage contre ce pays...



Ariel, Henry plonge tête
baissee dans l'initiative
kenyane.



Le président du Kenya
William Ruto

Par Léo Joseph

Depuis que, sous pressions amé-
ricaines, le président William
Ruto du Kenya a engagé son
pays comme leader du déploie-
ment d'une force internationale,
pour venir en aide à la Police
nationale d'Haïti, dans sa cam-
pagne pour l'élimination des
gangs armés, les entités impli-
quées dans cette initiative sont à
pied d'œuvre. Dans la foulée du
vote du Conseil de sécurité des
Nations Unies autorisant le

Suite en page 2

ACTION D'ENVERGURE : POLICE/COMMUNAUTÉ CONTRE BANDITS

Plus de 17 malfrats victimes de « Bwa Kale »

Des femmes et des mineurs arrêtés et des armes saisies...

Par Léo Joseph

Peu de temps après son investitu-
re comme commissaire du gou-
vernement, à la juridiction des
Côteaux, dans le département du
Sud, Wadson Azor a participé à
une action musclée, supportée par
la Police et appuyée par la com-

munauté. Pas moins de 17 ban-
dits, parmi eux des femmes, ont
été abattus, au cours des échanges
de coups de feu avec les forces de
l'ordre. Cette opération d'enver-
gure a, par ailleurs, entraîné la
mise en liberté de trois femmes,
qui avaient été kidnappées par ces
bandits.

La Police du Sud, de concert
avec le chef du Parquet des Cô-
teaux, appuyée par la communau-
té, a lancé, dans la nuit du samedi
9 au dimanche 10 décembre, a
mené cette opération, à Ti buron
contre des bandits présumés.
Essuyant des tirs de la part des

Suite en page 2

HAPPENINGS!

A dilemma for the International Community

By Raymond A. Joseph



Guy Philippe arrived in Port-
au-Prince from the Dominican
Republic in 2004.

Following our analysis of last
week, entitled "What game is
being played in Haïti," we fol-
low up by pointing out the dilem-
ma of the International Com-
munity, as it faces the determina-
tion of the Haitian people to rid
the country of their chosen leader,
fully supported, while he's impli-
cated in the assassination of Pre-
sident Jovenel Moïse, as well as
being in cahoots with some

Continued on page 7

INCAPABLE DE LIBÉRER LE KENYA DES CRIMINELS

Le président William Ruto veut lancer sa police contre les gangs armés en Haïti

Recrutée à cette fin, bien que le Département d'État ait émis un avis de voyage contre ce pays...

Suite de la page 1

déploiement de cette mission, les autorités kenyanes ne cessent de multiplier les démarches, en vue du lancement de cette mission. Coup sur coup, deux délégations d'officiels kenyans, encadrés de leurs collègues américains, ont effectué des visites de reconnaissance à Port-au-Prince, la capitale haïtienne. Décidément, en dépit des objections fusant d'un peu partout, dénonçant la Police du Kenya pour sa réputation de violations des droits humains et d'autres crimes semblables à ceux des proches aux malfrats haïtiens, bien imbus des Américains, le Kenya a le vent en poupe, par rapport à cette mission.

On se perd en conjecture, par rapport à la décision du Département d'État américain de faire appel aux services de sécurité du Kenya pour aider la Police nationale d'Haïti à combattre les gangs armés, connaissant le passé criminel de ces derniers. Surtout quand

l'establishment diplomatique américain avait émis « un avis de voyage pour le Kenya », l'année dernière. C'est ce que rapporte le « Centre national de recherche sur la criminalité (CNRC » faisant état d'une enquête qui a été menée sur « la cartographie nationale de la criminalité, en 2022, afin de déterminer la prévalence et les tendances de la criminalité » au Kenya. Cette enquête avait aussi pour objectif d'établir les victimes et les auteurs des crimes, les facteurs contribuant à la criminalité, le modus operandi de la criminalité, les conséquences de la criminalité et les mesures et stratégies de prévention de la criminalité. Plus loin, le CNRC révèle que ce pays d'Afrique de l'Est « connaît un taux de criminalité élevé ». Le CNRC a relevé qu'en 2021, les crimes contre les personnes constituaient le principal type de délit signé à la police avec 22 300 recensements, à l'échelle nationale.

Le Département d'État

avait mis en garde contre les crimes violents au Kenya

Le Département d'État américain avait émis un avis de voyage pour le Kenya, déclarant que les crimes violents, tels que les vols de voiture à main armée, les agressions, les cambriolages et les enlèvements étaient possibles à tout instant. Appelant les citoyens américains, à la prudence, la mise en garde rappelait que « La police locale manque souvent de moyens pour répondre efficacement aux incidents criminels graves et aux attaques terroristes. Les services médicaux d'urgence et les services d'incendie sont également limités ». En ce sens la situation sécuritaire au Kenya ne rassure pas mieux que dans d'autres pays, comme Haïti et la République dominicaine, par exemple contre lesquels le Département d'État a émis des avis de voyage. Peut-on oublier qu'un avis semblable a été émis par le Département d'État contre Haïti dans ses mêmes termes ?

Mais il est bizarre d'apprendre que les malfrats haïtiens utilisent les mêmes méthodes que leurs collègues du Kenya. Serait-il donc farfelu de dire que les Américains font appel à la Police du Kenya pour venir en aide aux policiers haïtiens parce que maîtrisant leurs techniques ils peuvent mieux s'adapter à leurs stratégies ?

D'autres informations relatives à l'insécurité au Kenya émergent. Selon l'« Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée » ce pays « se classe au 16e rang mondial en matière de criminalité organisée ».

Les mauvaises nouvelles, concernant l'État kenyan, par rapport à la criminalité, ne s'arrêtent pas là. Le rapport intitulé « Global Organised Crime Index-A Fractured World » (Indice mondial de la criminalité organisée - Un monde fracturé), relève ceci : « Le Kenya se classe quatrième sur les 54 pays africains et qu'il arrive en tête des neuf pays d'Afrique de

l'Est ».

Peut-on imaginer que les différentes entités internationales impliquées dans les crises haïtiennes peuvent prétendre ignorer les conditions de la criminalité sévissant au Kenya ? À la lumière des dernières révélations faites sur les crimes, dans ce pays, comment ex pliciter son choix pour diriger une force de sécurité internationale ap pelée à prêter main forte, à la Police nationale d'Haïti, dans la guerre contre les criminels armés ?

À ce tournant, les crises haïtiennes s'aggravent, car on ignore les objectifs recherchés par la communauté internationale pour Haïti. En tout cas, finies donc les illusions concernant les belles paroles tentant à faire croire que le bien-être du peuple haïtien est le souci des pays se présentant comme ses amis et défenseurs. Il semble que les États dits alliés de notre pays aient un déficit de sincérité.

L.J.

ACTION D'ENVERGURE : POLICE/COMMUNAUTÉ CONTRE BANDITS

Plus de 17 malfrats victimes de « Bwa Kale »

Des femmes et des mineurs arrêtés et des armes saisies...

Suite de la page 1

criminels, les policiers ont riposté résolument, réussissant à abattre, au moins 15 présumés bandits, dont des jeunes femmes, et même des mineurs, qui auraient été arrêtés.

Cette opération a permis le démantèlement de plusieurs membres d'un gang, qui s'était installé dans la région de Tiburon et Les Anglais. Selon les informations disponibles, ces criminels étaient spécialisés dans le vol à main armée, des braquages et des kidnappings. Il n'a pas été donné de savoir si un certain Milord, identifié comme le chef de ce groupe, a été capturé par les autorités. On apprend aussi que plusieurs membres de ces bandits ont été arrêtés.

Les autorités ont indiqué

aussi que trois femmes, qui se trouvaient en captivité, après leur kidnapping, ont recouvré leur liberté.

À cette occasion, des armes et munitions ont été confisquées, par les policiers. Il s'agit d'un AK-47, un d'n Uzi, de même qu'un fusil 12, un revolver et d'autres armes de fabrication artisanale trouvées en possession des criminels. Trois femmes, suspectées d'être de connivence avec ces groupes armés, ont été également mises aux arrêts.

Pétion-Ville : Trois victimes parmi les hommes de Kraze Baryè

Des lieutenants de Vitelhomme Innocent, chef du gang Kraze Baryè, ont trouvé la mort, à Callebasse, dans le voisinage de Fort Jacques, dans les hau-

teurs de Pétion-Mille, après avoir été capturés par des membres de cette communauté, dont une femme, dans la nuit du 11 au 12 décembre.

Ces personnes sont accusées, par les membres de cette communauté, d'avoir servi comme lieutenant de Kraze Baryè, qui les ont dénoncées de servir comme « éclaireurs » pour Innocent. Presqu'à la même période, Innocent, rival de Wilson Joseph, alias Lanmò Sanjou, le chef du gang de Croix des Bouquets, avait perdu, au moins deux de ses hommes, sous les balles assassines de ce dernier.

La Police a déclaré avoir mené une opération à Mariani, au sud de la capitale, semble-t-il, en réplique à des attaques meurtrières répétées des bandits sur la population, ayant fait au moins trois morts, et un

blindé de la Police incendié.

Lors des échanges de tir des forces de l'ordre avec les criminels, la Police prend l'habitude de donner que plusieurs bandits ont été éliminés, quand, au fait, elle en a tué seulement deux ou trois. On peut remarquer que dans le cas de l'action menée aux Côteaux/Tiburon quand ses membres ont effectivement tué un nombre élevé qui peut être prouvé.

Dans l'Artibonite, les habitants ont manifesté, dans la rue, à Saint-Marc, la semaine dernière, afin d'exiger que les autorités policières se mobilisent, afin de libérer le pays des bandits.

Il faut retenir que Frantz Elbé, le directeur général de la Police nationale, en dépit de ses belles paroles faisant croire que des actions robustes seront mises sur pied pour combattre

les malfrats, aucune stratégie n'a encore été trouvée pour empêcher que ces derniers ne lancent des actes de représailles contre les populations, à la suite d'actions dont ils sont victimes de la part de policiers.



SUR LA ROUTE DU CINÉMA

En quoi Fidel est-il élevé apôtre au XIV^e rang ?

Par Dan Albertini

Vous avez au plaisir, vu que partir du jour 864 de Fidel dans le XIV^e apôtre d'Edgard Gousse, ce n'est d'une part, pas la vie entière de Fidel à l'écran. Et, d'autre part, c'est du dernier jour compté de l'auteur, ce XVII^e Apôtre apprécié sur la Route du Cinéma que je remonte le courant. Pourquoi : Fidel Castro apôtre, 864, jour, le XVII^e, et, cet Apôtre *haollywoodien* s'appuie-t-il sur l'instrument didacticiel en méthodologie de diffusion programmée ? Est-il solitaire ? Le grand écran doit DIRE dès l'aurore.

Il me faut dès lors que la table de la régie renferme les consoles de projecteurs, faire tourner la scène : Image Fidel, gros plan exclusif à *Haollywood sur la route du cinéma est une œuvre, deux tomes publiés, deux autres en confection deux autres au creuset.*

Fidel, Fidel Castro, Castro. Lequel est *el lider maximo* d'entre eux, autrement dit si ce ne n'est le 1/3 en partage selon Métaspora (Des Rosiers) ? C'est de là que je tente le débroussaillage de la pensée d'Edgard Gousse si je le cite en Saint-Augustin (le tant aimé) de Dr MAM (Michel-Ange Momplaisir) de mes écrits *in strdc* sur l'esprit vodou *ayisyen* expliqué dans l'arc-en-ciel des religions [mais trahi dans son essai d'égologie philosophique privée *mes convictions profondes*, en Saint-Augustin par la suite qui a dit-on dans recueils et manuels d'histoire, a influencé l'occident par le latin puisqu'il ne maîtrisait pas le grec]. Castro en E Gousse dans cent ans ou l'inverse : qui est-il ?

C'est là le second aspect de la lecture en méthodologie Métaspora [Des Rosiers], vu sur l'auteur du XIV^e Apôtre, *le méta de Fidel* se développe comme la métastase vue à l'œil yankee, mais comme le *métabolisme* politique en sciences humaines, en Fidel.

Edgard Gousse est peut-être plus *abyssal* qu'on ne le pense, ou perdu si loin déjà en temps futur par le poids du passé expérimental. L'auteur est plus que le personnage du XVII^e Apôtre qui nage aussi loin que dans des eaux sans métaphore. Il mise sur les valeurs en douane partout inves-

ties. Pour quelle récolte, il est aus si fabuleux que Marco Polo des légendes asiatiques. Il est réel, naturel, audacieux, surtout formé pour performer dans plus d'une sphère. Globale, IA, 1804, Cuba, QC, EU. Foule le préjugé, n'en déplaie à l'admirateur (étourdi et amusé) du Potomac.

C'est ici le **tableau spécial séparé** qui met l'auteur à l'origine pour qu'il se redise.

Il publie un article en collectif (Colette Dubuisson, Marc Meurrens). *Revue québécoise de linguistique théorique et appliquée* [1989 Vol.8 (3) P.207, un didacticiel de lecture réalisé à l'aide d'un système-auteur inspiré de l'IA]. *Crédit appliqué par la force de la rigueur des recherches sur les considérants critiques. Un élitisme de même nature.*

Mesurons, jugeons a posteriori, mais a fortiori.

L'induction est-elle un message, une notion, la peine, le rêve, le dénie, la foi, le fait ?

Quel effet : «*Macaque, un homme dans les caraïbes*» quand l'article cible la clientèle, migrant d'Haïti vers le Québec, jeune se condaire, en matière d'apprentissage dans une formation, remplacée aujourd'hui. Est-ce la *morphologie du futur* en Baz Makak Troubadour Baine (zafem 100%). Timakak, connu au pays ?

Il peut se dissimuler à l'origine d'abord par les images folkloriques sur le parcours du quotidien, étalées de chez Hakim, et vues de tout élève. Mémoire anecdotique qui a retenu *macaque des cendres de sa branche pour voir la misère du sol par le chien.*

Il y a mieux, l'application linguistique, une réussite pour l'accueil du jeune haïtien, ici.

Du côté *graphisme* par la *nu mérologie haïtienne prise dans son symbolisme large, les 864 jours. Calcul d'après le lexique du 'nombre' de Dieu (présent dans le référentiel du pays de l'auteur), dans la construction de cathédrale (Paris-Burgos). Le (8) intercalé du (4) par le (6) recomposé en transposant le (1) de perfection, du (7) dérivé. Le (1) transposé par définition au début propose les 18 soit de guerre, 11 novembre (1), soit de l'ère 1804 obt enue par le (6) réduit par la transposition du (1) proposé (1*

étoile, 1 drapeau, 1 image, 1 auteur; le (1 - el lider maximo) par association 4 fois, pour le 14^e apôtre). Aussi, en Tome-1/2 publiés pour 3-4 en couture, et 5-6 au creuset, donc 6 tomes prévues en le (6) médiane, mais avec l'épilogue puisqu'il n'y a pas de prologue, est la forte probabilité (d'apocalypse ou fin (de série) du (3) fois 2 tomes pour (1) livre expliqué en (1) septième à la fin. Péda-gogie du livre 'Révélation' dans la bible, ce (1) livre. Donc, le (6) en (1 - 8) qui s'annule en valeur (0) pour 1-8-0-4 forgeant le XIV^e).

On pourrait dire simplement que la fonction référentielle est très puissante ici par rapport à celle poétique, par défaut du poète. Autrement dit, le poète ne propose pas de fonction métalinguistique réelle là où il laisse le soin au gnostique de s'exercer en re-définition à ce besoin ésotérique du graphisme. La fonction phatique est écartée aussi, il propose le discernement. C'est une image à l'écran que j'envisage, ni plus.

Je m'interroge ici, de cette pédagogie, sur la morphologie du futur et du conditionnel propre à la pensée en Edgard Gousse dans le XIV^e apôtre en Fidel Castro. Soit par l'île de Cuba, soit par la jeunesse haïtienne choisissant la Havane dès lors au lieu de Santo Domingo, Kingston, considérant l'immersion haïtienne disponible à Oriente, Santiago de Cuba, selon la revue linguistique qui héberge l'article du collectif, juste après, pour répondre aux acquisitions a posteriori. Même en considérant Saint-Augustin dans ses écrits, de son héritage, et patrimoine depuis les influences à ce jour, dans un cadre de Hollywood déguerpie par *Haollywood*. Que re-trouve-t-on de 1989, au XIV^e, en 2023 ?

Depuis 1989, Edgard Gousse vibre déjà de l'IA (intelligence artificielle) autant de ses compléments et des implémentations. Je retiens ici : didacticiel dont l'objectif, élève, dialoguer avec la machine, cadre théorique en trois temps; utilisation du système-auteur G, version expérimentale, premières séries de problèmes à résoudre, population cible (origine haïtienne), prédiction, modèle, intégré, enrichir, didacticiel en outils, choix d'exercices, innova-

tions pédagogiques, lacunaires, exemple de dialogue, induction par mots choisis et espaces vides à remplir, indice, closure traditionnel; morpho-syntaxique; sa voir-faire; fautes d'orthographe (donc à corriger, mais forme d'acquisition); intervention, les objets "réactions" permettent de prévoir les réponses (donc observation), l'utilisation des touches (donc mémoire tactile / sensorielle), méthodologie, problèmes particuliers (donc, quel rapport avec timakak aujourd'hui), si induction il y en aurait eu dans l'échelle des valeurs?. *Rétroaction, façon ponctuelle, tolérance orthographique.*

En conclusion, ce qui est resté, mais sans nécessairement lier un effet de causalité à l'Haï tien d'aujourd'hui : *Macaque s'est trompé (en timakak). Madame la misère par manman notre-dame)? Il a été fin le bon Dieu, considérant la foi aujourd'hui. Mais surtout, nous exploiterons bien mieux ainsi, nous semble-t-il, les possibilités de création d'un dialogue "naturel"*

Revue québécoise de linguistique théorique et appliquée: revue de l'Google Livres
Volume 8, numéro 1, mars 1989

L'intérêt ici n'est pas de mesurer la sémantique, mais de trier parmi les images pour illustrer Edgard Gousse. Car, je l'évoque ainsi : Jean-Gardy Bien-Aimé va se voir pris entre les finances disponibles et le choix de sujet avec label *Haollywood*. Acquis, rejet ? La scène ne propose pas de critique littéraire, il n'y en a pas à ce jour.

Ce n'est pas une analyse comparative, mais une référence utilitaire pour mieux comprendre l'effort de l'analytique d'observatoire d'*Haollywood* sur la route du cinéma, si nous voulons à travers ce besoin de dire sur grand écran, faire paraître réellement l'empreinte minimale de l'erreur comme de la santé de la pensée première qui mène vers le film

selon les cordes du manifeste en opération de sélection avant production dans son spectre. Un film qui tient en éveil la pensée l'âme et l'action à cette CHI (Com munauté Haïtienne Internationale), compréhension personnelle de la Métaspora (Des Rosiers), car nous n'avons pas nécessairement de projet de retour en *diaspora juive* de terre promise de la foi déjà mal comprise à l'origine décrite de la Bible même sur les fautes des Hébreux en pérégrination millénaire par périodisation jusque là affirmée. Cuba, non sans faute, s'est défendu, idem, Haïti. Israël aujourd'hui encore, doit s'assujettir à la puissance protectrice pour exister malgré le méta disponible. Neuro plasticité du cerveau d'Edgard sans barque?

Ainsi, si j'évoque le terme de l'Apôtre, autant que la rédemption n'est pas du même ordre pour les originaux, autant que la politisation ne fait pas l'objet proposé. Je ne crois pas que le XVII^e, soit dit en passant qui ne se le réclame pas, je l'ai compris par la connectivité de la dramaturgie qui n'exclut pas la continuité sous quelque forme que ce soit, en le XIV^e est rangé pour que l'auteur s'en serve pour lui-même. Je veux en outre, faire ressortir la conduction de la causalité d'un auteur sans palais.
Merci d'y croire!



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

UNE NOUVELLE PÉNURIE D'ESSENCE FRAPPE À LA PORTE

Des détournements

de tankers enregistrés

Le Terminal Varreux, encore la cible des bandits...

Suite de la page 1

ui concerne la défense du public. Cela n'empêchant les propriétaires de ces camions faire la livraison d'essence. Cette pratique les fait des chauffeurs des proies faciles pour les bandits. Malheureusement la majorité des transporteurs ne sont pas de cet avis.

Dans de telles conditions, bien que les stations-services voient leurs stocks s'épuiser rapidement, elles ne peuvent pas compter sur une livraison ponctuelle du précieux liquide,

car les propriétaires de ces transporteurs ne veulent pas prendre la chance de répondre aux demandes de livraison d'essence.

Pour ces raisons, certaines zones de la capitale commencent à ressentir une pénurie d'essence se manifester, non précisément parce qu'il manque de ce produit dans les dépôts, parce que les transporteurs hésitent à répondre à la demande.

Pour l'instant, toutes les composantes du milieu pétrolier craignent une pénurie d'essence, qui se profile à l'horizon,

en raison de cette nouvelle vague de détournement constatée. En effet, selon les informations disponibles, seulement une fraction du nombre de tankers déployés pour s'approvisionner au Terminal Varreux serait arrivée à destination. Par exemple, explique-t-on, sur une centaine destinée à cette fin, pas plus d'une trentaine a pu faire le plein.

Les transporteurs d'essence craignent pour leurs véhicules pour d'autres raisons, ces derniers détournements en série, qui viennent de commencer, lancés par un groupe de bandits non encore identifiés,

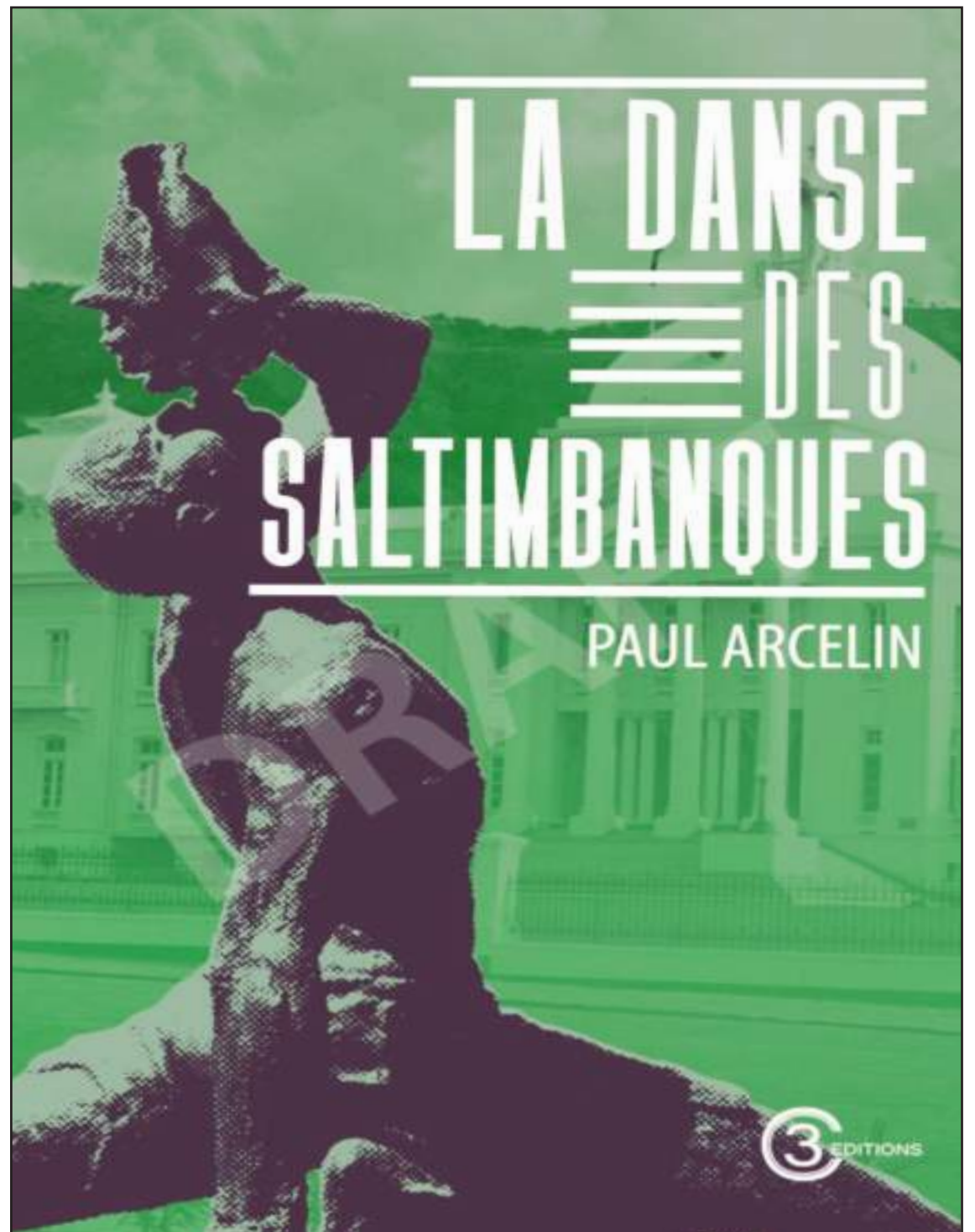
risquant de s'étendre à d'autres. Le G-9 de Jimmy Chérisier, alias Barbecue, n'est pas encore signalé comme étant celui qui a perpétré ce coup. Mais d'aucuns pensent qu'aucun autre groupe de bandits n'osera défier ainsi Jimmy Chérisier.

Bien que les opérateurs de camions de citerne se montrent discrets, par rapport aux tarifs exigés par les gangs armés en retour d'une autorisation de passage de leur véhicule, on connaît celui imposé par le chef des bandits du Wharf Jéré-

mie, encore à Cité Soleil. Il faut verser 50 000 gourdes.

Il semble que personne ne soit en mesure d'empêcher les bandits armés d'imposer une pénurie d'essence, au pays, en dépit des conséquences désastreuses que cela est susceptible de produire. Bien que le pays ait connu cette même situation, et dont les signes avant-coureur s'annoncent déjà, les autorités négligent quand même de prendre des mesures appropriées, pour prévenir une telle éventualité.

L.J.



LE COIN DE L'HISTOIRE

Une semaine chez les Dominicains

Par Charles Dupuy

Je reviens d'un voyage de six jours en République dominicaine, un pays que je visitais pour la première fois de ma vie, et voici les premières impressions que j'ai tirées de ce petit périple chez nos voisins, nos « *Frères de l'Est* », comme on disait autrefois. Après avoir atterri à Samana, je me suis rendu à Santo-Domingo, la capitale, en roulant sur une autoroute à péage. L'ami, qui conduisait, m'a expliqué que les autorités dominicaines veulent relier toutes les grandes agglomérations par la route avec des trajets ne devant pas dépasser les deux heures. C'est toutefois leur capitale, Santo-Domingo de Guzman, qui m'aura le plus impressionné durant ce court séjour.

En effet, imaginez une ville grouillante de vie avec ses embouteillages monstres, ses larges avenues, ses grands hôtels, ses immenses centres d'achat, son métro, son téléphérique et cela sans compter son aquarium, sa marina et son jardin botanique. Une agglomération en plein essor et tout à fait comparable aux grandes métropoles de la région caraïbe, Caracas, Bogota, Miami ou Panama City. Santo-Domingo n'est pourtant pas la plus peuplée des villes du pays, puisqu'il est maintenant largement dépassé, m'a-t-on dit, par Santiago de los Caballeros. Le tourisme aura été le principal moteur de cette prodigieuse expansion, de ce véritable miracle économique qu'a enregistré la République dominicaine, au cours des dernières années. Les gratte-ciel se comptent par dizaines dans la capitale et tout aussi nombreux sont ceux en construction. Les travailleurs sur ces chantiers sont très souvent des Haïtiens. J'ai croisé plusieurs compatriotes dans les

rues de Santo-Domingo où il n'est pas rare d'entendre parler le créole. À propos de la langue, justement, disons que le Dominicain a l'avantage de parler l'espagnol, une langue très répandue en Amérique du Sud et dans la Caraïbe, tandis que l'Haïtien, créolophone, reste tout à fait isolé sur le plan linguistique.

Selon les statistiques officielles, les Haïtiens seraient au nombre de 750.000, en République dominicaine. Des chiffres très certainement erronés, puisque l'on estime généralement que les Haïtiens sont deux ou trois fois plus nombreux chez les Dominicains. Au fait, la main-d'œuvre haïtienne est devenue indispensable à la croissance économique phénoménale qu'enregistrent nos voisins depuis deux ou trois décennies. Retenons que le taux de chômage en Haïti avoisine les 70 %, et que les revenus annuels par habitant sont de 2 900\$ US. En comparaison, les Dominicains ont des revenus de USD 18 400\$, et un taux de chômage estimé à 5 %.

Quatre-vingt-dix pour cent (90%) des étrangers, qui vivent en République dominicaine, sont des Haïtiens. La première zone de concentration de l'immigration haïtienne se situe dans le Nord-Ouest du territoire dominicain, là où s'est développée une très dynamique zone agro-industrielle. Ces migrants se retrouvent aussi dans la capitale, Santo-Domingo, là où habite plus d'un Haïtien sur trois. On a observé, ces derniers temps, un glissement de la main-d'œuvre haïtienne des bateaux sucriers (aujourd'hui totalement disparus) vers les nouveaux moteurs de l'économie dominicaine : les plantations d'agrumes, de riz et de fruits, ou encore vers les complexes touristiques hôteliers. Les Haïtiens exploitent aussi

des petits commerces, des petits bistrotts où ils font jouer la musique haïtienne à plein volume. Signalons qu'à cause du récent conflit frontalier, l'État dominicain fait aujourd'hui des misères aux migrants haïtiens à qui l'on refuse systématiquement de renouveler le permis de séjour.

Traditionnellement, les officiels dominicains soutiennent que la population du pays serait composée de 20 % de Blancs, de 20 % de Noirs et de 60 % de Mulâtres. Trujillo organisera la tuerie de 1937, parce qu'il craignait, disait-il, l'« *africanisation* » de son pays avec l'arrivée massive des paysans haïtiens, qui s'étaient installés tout le long de la frontière nord. Pourtant, d'après ce que j'ai personnellement pu constater, la population dominicaine est noire, dans sa très forte majorité. Il s'agit d'une population noire, dans toutes les déclinaisons de nuances épidermiques qui se puissent imaginer. Les Dominicains se disent issus de l'union des Indiennes et des colons espagnols. Ils se prétendent donc Indiens et la culture Arawak est très valorisée chez eux, c'est très bien... mais le chauffeur de taxi, le guide touristique, le policier, l'officier d'immigration, tout comme le marchand de souvenirs, la caissière au magasin ou le serveur au restaurant... tout le monde (ou presque) est noir dans ce pays.

Selon Daniel Supplice, qui fut notre ambassadeur à Santo-Domingo, 44 610 étudiants haïtiens fréquentent les universités dominicaines. Autrement dit, il y a cinq fois plus d'étudiants haïtiens inscrits dans les universités dominicaines qu'il ne s'en trouve dans les universités haïtiennes. Les transferts d'argent pour payer la scolarité de ces étudiants s'élève à quelque 220 millions de dollars par année. Selon certaines sources,

le nombre d'étudiants haïtiens, en République dominicaine, aurait même sensiblement augmenté, au cours des dernières années. Notons ici qu'après le tremblement de terre de 2010, Santo-Domingo, qui réclamait exactement les mêmes frais de scolarité aux étudiants haïtiens qu'aux ressortissants dominicains, vient d'abolir ce privilège à cause du conflit frontalier. Conflit, qui, du même coup, aura occasionné la fermeture de la zone franche de Caracol, entraînant la perte de 10 000 emplois en Haïti.

Signalons, pour l'anecdote, qu'après que le tremblement de terre de 2010 eut détruit les installations du port de Port-au-Prince, les compagnies de navigation mandèrent aux autorités haïtiennes vers quel port il fallait diriger les centaines de navires en route vers Haïti. Sans hésiter une seconde, Port-au-Prince indiqua qu'il leur fallait mettre le cap vers Santo-Domingo. Ces responsables avaient tout simplement oublié qu'au Cap-Haïtien il existe un port ultra-moderne construit aux frais de la République fédérale allemande, et qui est resté inactif pendant que tout le trafic maritime en route pour Haïti était détourné vers la République dominicaine, laissant les travailleurs du Cap-Haïtien au chômage.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, sachez que jusqu'aux années 1960 les échanges commerciaux entre Haïti et la République dominicaine étaient presque toujours en faveur d'Haïti. Ce n'est qu'au moment où le fameux embargo fut appliqué par les Nations Unies, durant les années 1991-1994, contre Haïti, que les ventes de la République dominicaine vers sa voisine dépasseront le milliard de dollars. Haïti étant coupée du reste du monde et ne pouvant importer aucun bien venant de l'étranger, ce sont les Dominicains qui nous vendront désormais un tiers de nos produits de consommation : du textile, du ciment (69 millions), des épices,

de la farine (78 millions), des œufs (50 millions d'œufs par mois), du lait, du papier, de la sauce de tomate (30 millions), des sacs de plastique (25 millions), du savon, de l'huile de cuisine... transformant, ni plus ni moins, Haïti en une sorte de province économique de sa voisine. Haïti leur vend les produits manufacturés par les petites entreprises d'assemblage, mais en réalité, il s'agit de produits expédiés chez nos voisins pour les travaux de finition et d'emballage. Notons, pour finir, que la contrebande entre les deux pays s'amplifie chaque jour, enrichissant affairistes dominicains et haïtiens.

La République dominicaine aura donc réalisé un petit miracle économique pendant qu'Haïti, sa voisine, sombrerait dans le chaos politique et administratif. Certes, il subsiste des poches de misère chez nos voisins, j'ai traversé des quartiers pauvres, et même croisé quelques mendiants dans les rues... en bien petit nombre, il est vrai, et cela, sans aucune commune mesure avec la misère sociale généralisée qui sévit chez nous.

Je finirai par une anecdote, qui nous servira aussi de morale. Un ami m'a raconté comment, alors qu'il se rendait de Santo-Domingo à Port-au-Prince, il eut à suivre une voiture de grand luxe immatriculée en Haïti. Après avoir franchi la frontière, il eut la surprise de voir ces Haïtiens baisser les vitres de leur véhicule et lancer par-dessus bord tous les restes de nourriture et autres saletés qu'ils s'étaient pourtant bien gardés de jeter sur le sol dominicain. Moralité : le jour où l'Haïtien apprendra à aimer son pays et à le respecter, alors, et alors seulement, on pourra espérer voir Haïti sortir du chaos politique et de ce paupérisme collectif qui l'étouffent. C.D.coindelhistoire@gmail.com
(514) 862 7185 / Une histoire populaire d'Haïti est maintenant disponible sur Amazon



HAÏTI

Lè manke gid, pèp la gaye !

OBSERVATEUR

WWW.HAÏTI-OBSERVATEUR.CA

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Kisa nou konprann nan fenomèn Guy Philippe la ?

Depi jedi, 30 novanm, ki sot pase a, ke Guy Philippe (Gi Filip) retounen ann Ayiti, apre li sot pase 6 lane nan prizon Eta zini pou trafik dwòg ak blanchiman lajan, Ayiti pran gwo soukous. Msye se youn fenomèn ki fè anpil mounn tranble. Menm an syen prezidan an, Jean-Bertrand Aristide (Jan-Bètran Aris tid), ki t oblije pran legzil youn dezyèm fwa, nan dat 29 fevriye 2004, anvan twoup Gi Filip yo te rantre Pòtoprens, pa konn kibò l gad.

Nou kapab pa dakò ak Gi Filip sou tou sa l fè, men nou kwè jan msye tounen Ayiti a, epi jan l kòmanse itilize enfli yans li pou bagay yo ka chanje nan peyi a, pa gen dout nan sa, msye pran bon wout la. Nan sitiyasyon malouk peyi a ye la a, pèp la te bezwen tandè youn lidè konsa. Pa gen mank nan sa.

Kòm nou konnen, omoman Gi Filip te debake, mesye DCPJ yo, Polis jidisyè a, ki anchay prizon, te arete msye fèmen l nan youn kacho spesyal, ba l matla pou l dòmi epi pran swen l jan-sadwa, ba l manje epi tou sa kilfo, dekwa pou li te alèz pou 2 jou li te pase nan men yo, pandan de sizyon t ap pran sou kisa yo pral fè ak msye.

Popilarite Gi Filip fè yo tout sezi

Lè msye te jwenn liberasyon l, nan samdi, se pa avyon yo t ale avè l nan zòn ni, ki se nan Sid peyi a. Jan foul mounn te resewa msye nan Okay, Pestèl, Je remi, elatriye, se klè ke pa gen okenn lòt lidè, pran depi sou Premye minis desann sou tout lòt yo ki kandida, swa deklare, swa ankachèt, pou prezidan, ki santi yo alèz.

Se poutèt sa, gen anpil pale sou lavni Gi Filip. Gen mounn ki di msye pa ka kandida pou prezidan Ayiti avèk youn dosye prizon pou dwòg nan peyi Etazini kole sou do l. Gen lòt ki pran defans li, yo di lalwa Eta zin pa ka vin aplike ann Ayiti, msye ka okipe nen pòt ki fonksyoèn nan peyi l. Dayè, yo raple ke msye te gentan pase nan eleksyon pou senatè lè Ameri ken te vin kidnapè l ann Ayiti, nan dat 5 janvyè 2017, sou gouvènman enterim Jocelerme Privert a (Joslèm Privè).

Men nou pa nan eleksyon kounnye a. Se lòt bagay k ap regle. Epi se Gi Filip ki pi montre li konprann sa k pou fèt anvan ka gen elesyon. San sa, peyi a, ki

deja tounen youn savann, ap disparèt nèt. Se msye nou wè ki atake kesyon gang nan san okenn krent. Epi nou wè pèp la ap bat bravo pou li. Se lontan yo pa tandè youn lidè pale konsa. Kòm si yo tout pè pou gang pa vin pran yo, osnon piske yo nan konfyolo ak gang, yo pa ka nan atake asosye yo.

Enben Gi Filip di : « *Sa pa ka kontinye !* » Nou pa ka kite se gang ki anchay peyi a. « *Fòk sa chanje !* » E se pou sa li retounen nan peyi l. Asireman, vant Pre mye minis defakto a ap bouyi. Paske anplis ke l tandè sa Gi Filip di a, li wè youn fenomèn ki fè l sezi. Se prèske tout pèp la, ti mounn, gran mounn, jenn



Popilation Tibiron pran lari ap manifeste apre yo baj youn bann bandi bwa kale.

gason, jenn fi, tout klas mounn k ap bat bravo nan gwo reyinyon, lè Gi Filip pale konsa. La tou, Aryèl Anri santi l ap mache sou dènye jou l opouvwa, epi li pa anmezi fèmen bouch nouvo otorite sa a ke pèp la kanpe dèye l la. Se pa sèlman youn ti mouvman « Bwa Kale » non. Fwa sa a se youn mouvman ki sanble pral met tout peyi a kanpe pou regle kesyon gang nan. Epi nan regle kesyon gang nan, anmenm tan se regle ke syon Premye minis la, ki pa janm leve ti dwèt li kont gang.

Vwala ke nou menm tou nan bat bravo pou Gi Filip

Epi men kijan nou tonbe nan bat bravo pou Gi Filip tou. Paske depi nan dat 8 septanm, 2021, 3 mwa apre ansasinay Jovnèl Moyiz la, 2 mwa apre sendika anbasadè CORE Grou pe nan Pòto prens lan, sou lèzòd Depatman Deta ameriken, te met Doktè Anri a chita nan Biwo Premye minis la, nou te lanse pawòl la byen klè lè nou te ekri : « *Tou totan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti !* »

Otorite yo, Aryèl Anri an premye, pa t bay sa okenn en pò tans. Lè sa a gang te deja pran Mati san, la anba bouch Pòto prens, epi yo te koupe kominikasyon pa tè ak 4 depatman jeografik : Sid, Sidès, Grandans ak

Nip, epi yo te koupe kontak tou ak 3 gwo vil nan depatman Lwès la—Leogán, Grangwav ak Tigwav. Pou chofè ki te entrigan, yo t oblije peye taks pou yo ka pase. Se depi premye jou mwa jen 2021 wi, anvan ansasinay Moyiz la ke gang yo enstale sou Wout Nasyonal nimewo 2 a. Yo la jouk jodi a, epi Aryèl Anri pa janm leve you ti dwèt kont yo. Enben Gi Filip di fòk sa sispann, li pral fè sakilfo pou delivre peyi a anba grif gang.

Epi se pa sèlman depatman nan Sid peyi a k ap sibi de tout fason, men se lòt depatman nan Nò yo, sou Wout Nasyonal nimewo 1 an, avèk gang yo ki enstale katye jeneral yo nan

« *17 bandi, pami yo kèk fanm, ki t ap opere nan youn gwoup gang Tibiwon (Sid) ton be anba bal nan boukante kout bal ak lapolis jodi a. Nouvo Komisè gouvènman jiridiksyon Okoto a, Wadson Azor, ki apèn rantre an fonksyon, deklare tout mounn k ap sitire bandi ap pase menm jan ak bandi yo* ». Epi nou wè foto kadav yo blayi atè.

Toujou sou menm *Webmedia* a, gen youn lòt enfòmasyon ak foto pèp la k ap manifeste lakontantman yo. Menni : « *Popilasyon Tibiwon an pran lari pou manifeste lajwa yo apre gwo operasyon nouvo komisè gouvènman jiridiksyon Aux Côteaux a, Wadson Azor, mennen pou kwape bandi nan kòt Sid la. Nan tèt kole ak lapolis, pakè a rive libere 3 otaj epi sezi divès zam, pami yo M4, 12, plis zam atizanal* ». Epi yo lage foto foul la k ap manifeste lakontantman yo.

Jan nou wè l la, lagè kont gang deklare depi Gi Filip ran tre ann Ayiti, sèlman 2 semèn de sa. Se lamajorite pèp la k ap mande pouki sa lagè sa a pa t deklare depi lontan pou wete peyi a anba tout traka l ap pase depi gouvènman PHTK, *Tèt kale a*, te vin kopye sou an syen Prezidan Jean-Bertrand Aristid (Jan-Bètran Aristid) ki te vin ak gang li yo, apre li te tounen nan peyi a, nan dat 15 oktòb 1994, sou pwoteksyon 24 mil solda ameriken. Latou, nan mwa janvyè 1995, li te fè kraze Lame Dayiti epi l te vini ak gang li yo ki te rele « *Chimè* », men ki te divize an youn bann ti lame, tankou Lame Sadam Ousem, Lame Wouj, Lame Dò mi nan bwa, Lame Ti Man chèt, menm Lame Kanibal, ak lòt toujou. Se pa nou menm ki envante yo.

Vwala ke nan premye diskou Gi Filip yo, li raple Aristid ke se li menm ki responsab pou youn bann bagay ki vin met peyi a tèt anba, pami yo se òganizasyon gang yo apre li te pase Konstitisyon anba pye, epi l te kraze Lame Dayiti (FAd'H). Poutan, Gi Filip di ak Lame Dayiti epi Polis nasyonal la, Ayi syen pa bezwen lame ak lapolis lòt peyi pou bay peyi a sekirite.

Mezanmi, men sa pèp la t ap tann pou l fè sa n ap mande, byen souvan, nan editoryal ki parèt nan journal la. Sanble n ap rive nan pye verite a. Se pou Aryèl Anri bat dèye l byen vit, anvan li kite pèp la met men sou li, paske sa byen klè, tankou dlo kokoye, ke msye nan kòkòday ak gang. Epi jan Komisè Wadson Azor di, « *tout mounn k ap sitire bandi ap pase menm jan ak bandi yo* ». Antouka, jan pawòl la di : *Larivyè avèti pa touye kokobe!*

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen,
raljo31@yahoo.com**

Frantz
Photo & Video Studio
PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BETWEEN UNION & PATERSON)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

gangs that have caused death and desolation in so many families.

During their fourth visit in Haiti, that began last Wednesday, December 6, the “Eminent Personalities of CARICOM” (GEP by the French acronym) were to present a plan to solve the multifaceted crisis that has caused so much harm in Haiti. Their initial proposal has met resistance, especially that it calls for the de facto Prime Minister, the neurosurgeon Ariel Henry, to remain in power 18 more months until elections can be held. That’s in line with what Maria Isabel Salvador, the representative of the United Nations (UN) Secretary General in Haiti and head of BINUH, the UN Integrated Office in Haiti, previously said: “A transitional government does not replace a transitional government.” The Prime Minister will remain in place until “democratic and participative elections are held.”

Speaking for the Montana group, considered very representative of the Haitian electorate, the former President Jean-Bertrand Aristide has rejected the plan of the GEP, asserting that “it is characterized by partisanship and intended only to prolong the mandate of Ariel Henry for another 18 months.” Supposedly, during that time, Dr. Henry, who has shown himself accommodable with the gangs, would undertake a campaign to defeat them and organize the said elections. There’s no guarantee that he will indeed start a war on all gangs, for some are his indirect allies, always pointing out that their proliferation impairs the organization of any election.

Despite the current wait-and-see period for the arrival of a Kenya-led Multinational Security Mission of policemen, joined by other nations, to quell gang violence in Haiti, there’s no guarantee that the gangs allied with Dr. Henry will be on the list to be eliminated. Thus, the UN-approved force to deal with the gangs would help prolong the rule of the neurosurgeon-turned Haiti’s Supreme Chief, holding all political power, whatnot without any president or legislators. For, there hasn’t been any election in Haiti since 2016, when the last ones were held and Jovenel Moïse was “elected” and sworn-in on February 17, 2017.

The Prime Minister denounced for not keeping his promises of elections

Interestingly, the lawyer André Michel, considered an ally of the Prime Minister, and representing

a large sector of the left, used diplomatic language to show his objection to the new GEP plan. In a press conference, last week, he noted that “concessions were made in the December 21 [2022] Accord” and he hopes that “the new discussions [with the GEP] will lead to elections.” In the “concessions” a year ago, the Prime Minister had promised that elections would be held during this year and that, on February 7, 2024, a new president and a team elected by the people would be inaugurated.

Needless to say, no election was held this year, and now, some nine weeks before February 7, no election is possible. As it is, Ariel Henry, who was named to his post on July 20, 2021, in a tweet by the syndicate of the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince, had failed to hold elections in November 2021, as was already scheduled under the slain President Moïse. He blamed gang activities for failing to hold those elections which would have made possible a transfer of power to a legitimately chosen president on February 7, 2022. Remaining in power, he didn’t lift a finger to dislodge the gangs that had assumed control of Martissant, the southern suburb of Port-au-Prince, on National Route No. 2, the gateway to four of Haiti’s 10 departments, as the county’s mini states are called. Since then, the gangs, controlling National Route No. 1, have also impaired traffic to all the northern departments, including Artibonite, North, Northwest and Northeast, as well as to the Central Plateau region and to the border with the Dominican Republic via National Route No. 3. Unbelievably, Port-au-Prince, Haiti’s capital, the seat of national power, is 80% to 90% under gang control, according to the United Nations.

Guy Philippe on the scene, a new phenomenon

Now, there’s a new phenomenon with the return to Haiti, on November 30, of Guy Philippe, after he was incarcerated in the U.S. for six years, serving a reduced sentence of nine years, for drug trafficking and money laundering. On arrival in Port-au-Prince last Thursday, he was grabbed by the police and the DCPJ, the Central Directorate of Judicial Police, in charge of the jails, held him for two days, while his future was being discussed. To the credit of the DCPJ, Mr. Philippe was placed in a special prison cell and provided all the amenities during his short incarceration. On being released, Saturday, December 2nd, he was flown to his base

in Haiti’s southern region. In Cayes, Pestel, Jérémie and elsewhere, he was given a hero’s welcome.

His speeches were feverishly applauded, as he addressed the major issue facing the country: the unbridled insecurity of the gangs. “*This can’t continue*,” he thundered. He went as far as saying, with the Haitian Army and the National Police, “we don’t need foreign troops to solve the problem of insecurity.” Quite a dig at Prime Minister Henry, who has shown himself as being in cahoots with some of the gangs and officially has called for foreign intervention in Haiti.

With crowds of people of all categories, including young people, women and men, clapping and hooting in approval, some analysts of Haitian politics state that with a jail dossier in the U.S. for drug and money laundering, Guy Philippe can’t be a presidential candidate in Haiti. That’s how popular he is. Other analysts have jumped to his defense, stating that U.S. laws are not applicable in Haiti and that he can aspire to any post, especially since he was elected senator before his kidnapping by U.S. marshals, in collaboration with the interim government of Jocelerme Privert on January 5, 2017 before he was sworn-in.

But, it’s not election time yet. That’s not the current issue. The major problem in Haiti is that of gangs overrunning the country, a situation that has worsened since the assassination of Jovenel Moïse in July 2021. And Ariel Henry has failed miserably to reestablish security in the land, a situation which, apparently, wouldn’t be favorable to his holding power, even for life.

Not patting ourselves on the back, we’ll note that since September 8, 2021, we had launched a slogan in the Haiti-Observateur, oft-repeated. In bold letters, in Creole, we stated: “*Toutotan Kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti!*” (As long as the gang problem isn’t dealt with, nothing can be dealt with in Haiti!)

Needless to say, we wholeheartedly support the new campaign unleashed by Guy Philippe, which represents a political threat for the Prime Minister, in the first place, as well as for many other politicians the some of the oligarchs who have used gangs to maintain their grip on power and their commercial advantage. In that light, former President Aristide is not exempt. It should be reminded that on his return to Haiti, on October 15, 1994, from two years of golden exile in Washington, under the protection of 24,000 U.S. troops, he took his

revenge on the Haitian Army that engineered the September 30, 1991 coup d’état against him, by disbanding Haiti’s Armed Forces, the FAdH.

He could have ordered a reform of the army, instead of throwing out the whole basket of oranges for two or three rotten ones. In place of the army, he created his gangs, called *Chimères* (Ghosts), with several units, such as Sadham Hussein Army, Sleep in the Woods Army, Little Machetes Army, even the Cannibal Army, and others. These are the precursors of the current gangs that were organized by former President Michel Joseph Martelly, the self-styled “Legal Bandit” who was “elected” to his post in 2011, with full support from Secretary of State Hillary Clinton. The president relied on a great asset, his former Foreign Minister, then Prime Minister Laurent Salvador Lamothe, who armed his gangs with weapons obtained in Israel which he arranged to have them transited through Canada, because the U.S. had an embargo on arms to Haiti. Apparently, since then, that embargo hasn’t hindered many gangs to be supplied with their instruments of war made in the U.S.A.

The International Community’s great responsibility for the mayhem in Haiti

In this imbroglio, the bigwigs of the International Community, pulling the strings behind the scene, are the only ones to explain, why their support for Ariel Henry is so solid, while the Haitian people in general demand his departure. As things stand, the foreign powers deciding on Haiti’s destiny, find

themselves in opposition to the Haitian people who are joining Guy Philippe in his declaration of war against gangs.

As it is, the first victims among the gangs were announced on Sunday. On December 10, we saw the following on *Web media*: “17 bandits, among them some women, operating in Tiburon (Southern Haiti) were felled today in an armed fight with the police. The new government commissary for the Côteaux jurisdiction, Wadson Azor, who recently assumed his post, declared that all those providing cover to the bandits will have the same fate as the bandits.”

Moreover, it’s reported that “the population of Tiburon took to the streets, expressing their joy in a demonstration, following the operation ordered by the judicial commissioner of Côteaux, Wadson Azor, to get rid of the Southern region of the bandits. In a joint action with the police, three (3) hostages have been freed and several weapons, including M4, 12, and other artisanal weapons were seized.” The joy of the people can’t be described.

Such is the new reality in Haiti and the International Community is caught in a dilemma as it provides full support to Ariel Henry who won’t be able to counter the new anti-gang movement that will undoubtedly spread beyond the southern region. And, repeating judicial commissioner Wadson Azor, “those providing cover to the bandits will have the same fate as the bandits.” Stay tuned.

RAJ
rajjo31@yahoo.com



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Journée internationale anti-corruption : De hautes personnalités haïtiennes ont retenu l'attention

Pour le 20e anniversaire de la « *Journée internationale contre la corruption* », le 9 décembre, déclarée par l'Assemblée générale des Nations Unies, depuis le 31 octobre 2003, l'attention de la communauté haïtienne a été retenue d'une façon spéciale. Car, à l'encontre des années précédentes, depuis son inauguration, des personnalités haïtiennes qui ont été sous la loupe de cet hebdomadaire à plusieurs reprises, ont été visées officiellement cette année, surtout par le gouvernement américain, affichant toujours une attitude partielle.

Rappelons qu'à l'échelle internationale, plus d'une trentaine de personnalités sont visées pour des actes de corruption, mais le cas d'Haïti nous intéresse au plus haut point. Dans le cadre de cette analyse, nous nous concentrons sur les cas de certaines personnalités haïtiennes, dont Jean-Max Bellerive, ancien Premier ministre et ministre du Plan et de la Coopération externe; les anciens sénateurs Nene Cassy et Hervé Lénine Fourcand, tous accusés de « *corruption et d'atteinte à l'intégrité du gouvernement* ».

Nous nous penchons surtout sur le cas de l'ex-Premier ministre Bellerive, qui était en poste en 2010, lors du tremblement de terre du 12 janvier, qui a des milliers de morts et de blessés, en sus d'un million de déplacés dans leur propre pays, suite à la destruction de leurs maisons. Alors, allié à l'ex-président américain Bill Clinton, chargé spécial des Nations Unies (ONU) en Haïti, qui avait assumé le rôle de « *co-chairmen* » (co-présidents) de l'agence, dont le nom en anglais, « *Interim Haiti Recovery Commission* » (*Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti*) (CIRH), créant le slogan évocateur « *Build [Haïti] Back Better* » (*Rebâtir une Haïti meilleure*). La situation d'Haïti, depuis lors, est faite de régression totale, tel que généralement constaté. Le symbole le plus frappant de cette situation demeure l'immeuble logeant le Palais national, toujours en lambeaux. Si, à ce niveau, les auto-

rités n'ont pas preuve d'honnêteté, ce slogan resterait vide de son, bien que cette boutade, « *Rebâtir une Haïti meilleure* », ne reste qu'un slogan.

Quid des milliards de dollars collectés après le tremblement de terre de 2010?

Or, la communauté internationale, en solidarité avec le peuple haïtien martyr, avait collecté plus de 13 milliards de dollars (13 000 000 000,00 \$) en faveur d'Haïti. En tant que coprésident de la CIRH, Jean-Max Bellerive devrait être au courant de ce qui est arrivé à cet argent. Dire aussi que seulement six milliards de dollars,



Le président Joe Biden, toute la vérité à Netanyahu

approximativement la moitié de tout ce qui a été collecté, avait atterri en Haïti, via toutes sortes d'entités internationales, y compris les fameuses organisations non-gouvernementales (ONG), au point de faire donner à Haïti le sobriquet de « *capitale des ONG* »).

Là où le bât blesse, c'est que Jean-Max Bellerive s'est enrichi aux dépens du peuple haïtien, appauvri outre mesure, et décida d'élire domicile dans sa villa au pays de son épouse, la République dominicaine. Plus d'une fois, nous avons attiré l'attention sur le cas Bellerive pour souligner comment les politiciens qui possèdent des « *amis* » internationaux en hauts lieux peuvent bénéficier de l'impunité parvenus à échapper aux poursuites pour leurs crimes financiers, qui sont à la base de la pauvreté extrême en Haïti.

M. Bellerive, qui vit dans l'opulence avec sa famille, au pays voisin depuis 2011, n'a jamais été inquiété par les autorités dominicaines. Récem-

ment, quand le président dominicain, Luis Abinader, suivant l'exemple du Canada, ainsi que des États-Unis, avait pris des sanctions contre plusieurs personnalités haïtiennes, leur interdisant de visiter son pays, Jean-Max Bellerive n'était pas de leur nombre, protégé qu'il est par ses amis en haut lieu.

Le 9 décembre de cette année, Jean-Max Bellerive et toute sa famille sont traités d'anathème par les États-Unis. Selon la note émise par le Département d'État américain, « *Bellerive a abusé de sa position publique pour participer à des activités de corruption au détriment de l'intégrité du gouvernement haïtien* ». Aussi est-il sanctionné, ne pouvant mettre les pieds aux États-Unis. Si, par hasard, il aurait un ou des comptes en banque dans ce pays, tout sera mis sous séquestre. Toujours, selon le Département d'État, « *Ses actions visent aussi les membres de sa famille immédiate, y compris son épouse, Myriam Estevez de Bellerive et ses filles adultes, Diana Jennifer Bellerive et Jessica Bellerive* ».



Le Premier ministre Benjamin Netanyahu, en rupture de ban avec Joseph Biden

Qu'en est-il de son coprésident de la CIRH, l'ex-président américain Bill Clinton ? Bénéficiant de la partialité de la justice de son pays, il n'a rien à s'inquiéter. Mais il n'est pas le seul. Quid de l'ex-président Michel Joseph Martelly, qui s'auto-proclame « *Bandit légal* », impliqué dans la disparition de plus de 4 milliards de dollars (4 000 000 000,00 \$) du Fonds PetroCaribe ? Pour tant, son associé, l'ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre Laurent Sal-

vador Lamothe, a été déjà épargné par les Américains pour corruption. Dans la même veine, est épargné l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, ex-prêtre de Saint Jean Bosco, considérée la paroisse la plus pauvre de la capitale, mais qui, cependant, fait partie des multimillionnaires d'Haïti, objet de ses critiques acerbes, avant les millions. Est-ce dire que les présidents, américain ou haïtien, sont intouchables, s'agissant de corruption ? C'est de l'hypocrisie inexplicable !

Pour conclure, on revient sur les sénateurs, qu'on avait mentionnés au début. Pour Nene Cassy, le Département



L'ex-Premier ministre Jean-Max Bellerive

d'État avance qu'il « *a abusé de sa position publique pour avoir participé à des activités de corruption, portant atteinte à l'intégrité du gouvernement haïtien* ». Conséquemment, « *les membres de sa famille immédiate, y compris son épouse Katherine Cassy Chéry et un enfant mineur sont indexés* ». Apparemment, Hervé Fourcand n'aurait pas une famille, n'étant le seul à être indexé pour les mêmes causes.

Alors, nous réitérons qu'il y a de l'hypocrisie, mêlée à la partialité, dans les mesures prises contre certains qui ont été déclarés fautifs, tandis que bien d'autres, méritant les mêmes punitions, jouissent d'un traitement préférentiel. Mais pourquoi ce traitement de deux poids deux mesures ? Il y a fort à parier que d'autres rebondissements surgiront !

EN VRAC, D'ICI ET LÀ Dans le conflit Hamas-Israël, le président Biden lance un avertissement au Premier ministre Netanyahu

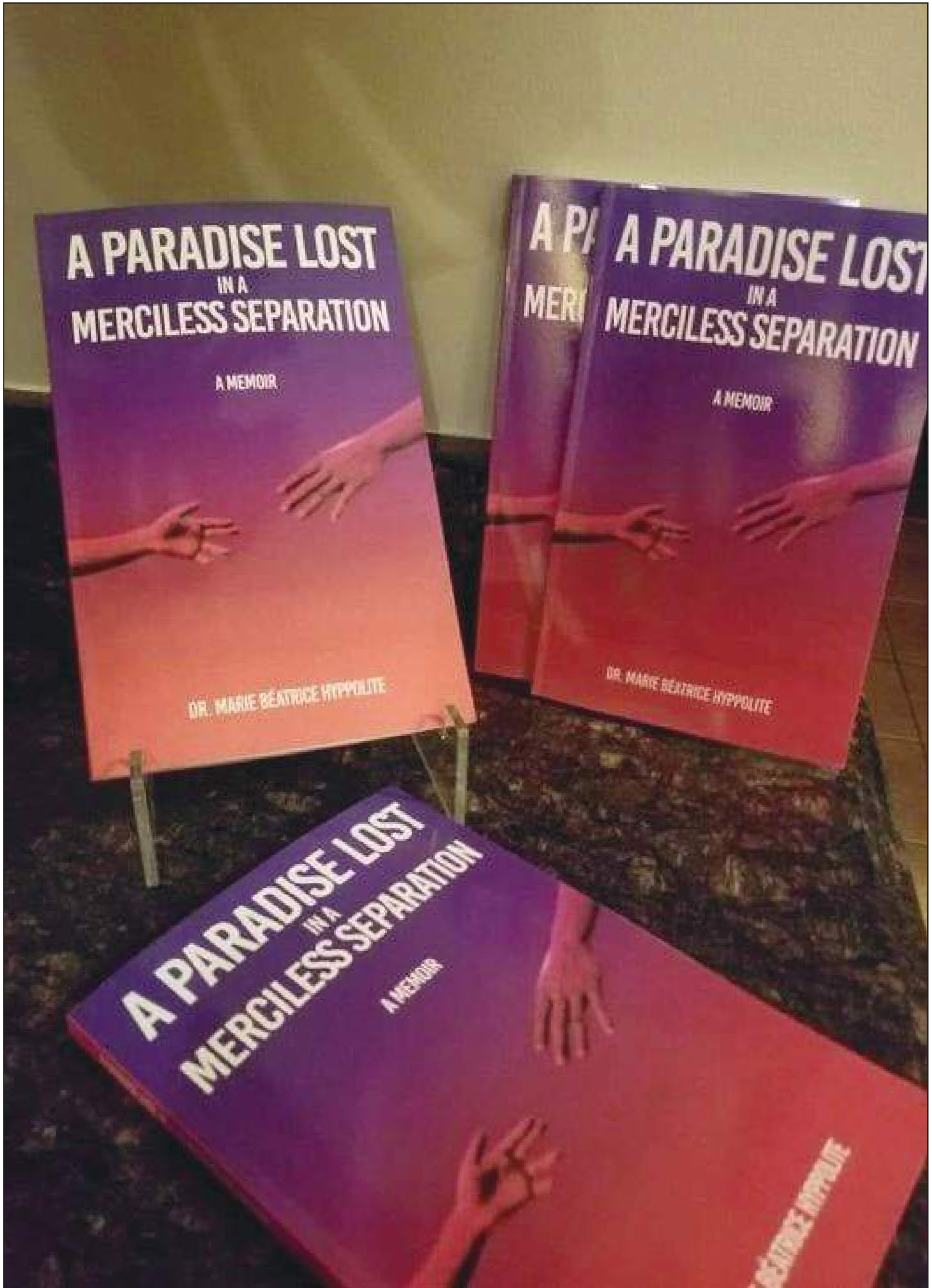
Hier, mardi, 12 décembre, le président américain, un allié d'Israël, n'a pu se restreindre, disant que le Premier ministre Benjamin Netanyahu fait perdre de la sympathie à Israël par sa politique extrémiste, causant des milliers de morts au Gaza, par des bombardements atroces, depuis la date du 7 octobre, quand son pays a été victime de l'attaque surprise du groupe Hamas, qui avait pris quelque 240 otages.

C'est au cours d'une levée de fonds pour sa campagne présidentielle, à Washington, que le président Biden eut à dire que Benjamin Netanyahu doit changer de tactique « *quant aux bombardements impitoyables* » de Gaza, car ceci risque d'isoler son pays. D'ailleurs, il a ajouté qu'« *Israël commence à perdre du support* » de par le monde.

Par ailleurs, le chef d'État américain a déclaré son désaccord avec le leader israélien qu'il appartient à une coalition « *la plus conservatrice en charge du gouvernement israélien depuis son histoire, qui refuse la solution de deux États* ». Tel qu'il a annoncé, suite au cessez-le-feu permanent, le Premier ministre Netanyahu insiste qu'Israël doit assumer le contrôle de Gaza, ce qui est contraire la position du président Biden, qui ne cesse de plaider pour un État palestinien indépendant avec un gouvernement qui pourra arriver à une entente avec Israël.

En toute dernière heure, aux nouvelles de 6 h 30, hier soir, mardi 12 décembre, David Muir, de la chaîne de télévision ABC, annonçait que des officiels américains ont laissé entendre que l'Armée israélienne s'appretait à inonder les tunnels dans lesquels les leaders de Hamas se cachent et qui, selon certains rapports, sont utilisés comme prisons pour les otages, dont 136, des 240 enlevés par les soldats de Hamas, sont toujours en détention. Parmi eux, il y a des citoyens américains. À ce rythme, les hostilités seraient à la veille de prendre fin, mais pas avant que ne se produise un autre

Suite en page 12



ÉDITORIAL



L'arrivée de la Police kenyane en Haïti, une catastrophe annoncée !

Avec Ariel Henry, aux commandes de la République, à la primature, Haïti est exposé à tous les dangers. Son manque de jugement politique prouvé et avéré mille fois, le rend inapte à remplir les fonctions pour lesquelles l'ont choisi le CORE Group, le syndicat des ambassadeurs occidentaux à Port-au-Prince, sous la dictée du Département d'État américain. Pour l'instant, il y a urgence, le peuple haïtien doit tout mettre en œuvre pour empêcher le déploiement de la force multinationale de sécurité, sous le leadership de la Police kenyane, invitée par le Premier ministre de facto, avec la collaboration agissante de la communauté internationale, son patron. C'est le seul moyen d'éviter une catastrophe annoncée.

Inutile de réitérer que nous n'avons pas besoin de force de sécurité étrangère pour vaincre définitivement les gangs, encore moins dirigée par la Police du Kenya. Cette exigence doit, de préférence, passer par l'éjection d'Ariel Henry de la primature, une stratégie devant se renforcer, plus que jamais, à la lumière des dernières révélations faites sur la Police kenyane, surtout quand celles-ci sont émises par des parlementaires de ce pays, au total 40 députées de différentes juridictions législatives.

En effet, dans leurs prises de position, les parlementaires féminines tirent la sonnette d'alarme sur la terreur des gangs armés kenyans, un sujet de préoccupation permanente au Kenya, mais que les autorités minimisent délibérément pour motifs politiques. En tout cas, les révélations des députées kenyanes, sur la réalité des gangs armés de leur pays, démontrent, qu'en matière d'insécurité, la réalité n'est pas différente qu'en Haïti. C'est le cas de dire importer la Police du Kenya gangrénée de corruption et violatrice de droits humains innée, au chevet de la Police nationale d'Haïti, équivaut à une invitation à la catastrophe. On peut comprendre alors dans quels beaux draps la communauté internationale est en train de fourrer Haïti.

Citant l'organe de presse kenyan *The Standard*, basé à Nairobi, capitale du Kenya, dans son édition du 7 décembre 2023, ainsi que la publication en ligne haïtienne *rhinews.com*, également à cette même date, il est fait état de déclarations collectives révélées aux journalistes, réunis au Palais législatif, par des députées issues de plusieurs juridictions du pays, notamment, « *Kenya Kwanza* » et « *Coalition Azimio La*

Unioia », exprimant leur inquiétude, par rapport à « *la résurgence et la réactivation de gangs criminels dans diverses régions du pays* ». Ces parlementaires identifient comme suit ces malfrats kenyans « *notoires* », « *Mungiki, Chinkororo, Al Shabab, les 42 frères et Wakali Kwanza* », précisant que « *ces éléments criminels ont été historiquement utilisés pour réprimer les droits des femmes et des enfants* ».

Dans les révélations qu'elle a faites aux représentants de la presse, la députée de Dagoretti North, Beatrice Elachi, a profité pour exposer la gravité de la situation, en déclarant que ces criminels prennent pour cibles les franges vulnérables de la société, dont ils se servent comme « *boucliers humains* ».

Aussi a-t-elle exhorté le président du pays, William Ruto, à diligenter, en urgence, en vue d'établir les responsabilités, pour que soient arrêtés ceux qui financent de telles activités. Ce conseil au président Ruto est assorti d'une menace : Faute par le chef d'État d'agir, par le biais des agences de sécurité, « *les législatrices n'hésiteront pas à divulguer publiquement les identités des personnes impliquées* ».

À cette même occasion, la députée de Thika Town, Alice Nganga, a élaboré sur les pratiques des malfrats, comme, par exemple, « *les mutilations génitales féminines forcées, le harcèlement sexuel et le viol* ».

À entendre ces parlementaires kenyanes parler de bandits dans leur pays, on a l'impression qu'elles font allusion à Haïti. La députée Nganga fait savoir que l'« *occupation criminelle des routes de Matatu, l'extorsion dans les transports publics et la violence insensée représentent des menaces graves pour la sécurité et le bien-être des femmes et des enfants* ».

Intervenant, à son tour, toujours selon le même organe de presse kenyan, la sénatrice Miraj Abdullahi a exprimé les mêmes préoccupations. Mme Abdullahi dit craindre l'« *impact potentiel de la prolifération de ces groupes illégaux* », qui pourraient créer « *un terreau propice au trafic de stupéfiants* ».

À la lumière des dernières révélations de ces parlementaires kenyanes, n'est-il pas clair que les gouvernements américain, canadien et leurs alliés, ainsi que les Nations Unis, qui imposent des sanctions contre les oligarques de toutes catégories, en Haïti, feignent d'ignorer que les mêmes activités criminelles sont tolérées par les autorités du Kenya qu'ils veulent engager dans la répression des gangs qui font la loi dans

notre pays ?

D'autre part, l'idée d'imposer une force de sécurité de pacotille, pour diriger la force multinationale devant être déployée, en aide à la Police nationale d'Haïti, vient de se confirmer. La composante kenyane de la Force régionale d'Afrique de l'Est, déployée en République démocratique du Congo (RDC), en novembre 2022, vient de commencer à se démobiliser, son mandat n'ayant pas été reconduit par Kinshasa, en raison de son inefficacité dans l'accomplissement de sa tâche régionale. Le premier contingent a déjà quitté Goma, dans l'est du pays.

Pire encore, l'« *Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée* » a émis un rapport accablant sur la criminalité au Kenya. Selon cette organisation, ce pays « *se classe au 16e rang mondial pour la criminalité organisée* ».

Dans ce même document sont relevés les faits suivants : « *Le rapport indique également que les réseaux criminels kenyans sont dominés par de petits groupes qui se livrent à toute une série d'activités illégales, notamment le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains, la contrebande d'êtres humains, la contrebande de marchandises, le vol de bétail, l'extorsion, le cambriolage, le vol qualifié, le blanchiment d'argent, les exécutions et les assassinats. Le rapport indique également que le Kenya connaît un niveau élevé de corruption parmi les fonctionnaires du gouvernement et les titulaires de fonctions exécutives, ce qui entraîne des fraudes financières, des détournements de fonds et une mauvaise utilisation des fonds, entre autres* ».

L'inacceptabilité des forces de sécurité du Kenya, à prendre le leadership de la force multinationale, avait été évoquée à maintes reprises, mais les promoteurs de cette initiative persistent à faire la sourde oreille. Au sein même de l'ONU, Amnistie internationale, siégeant à l'organisation internationale, avait mis en garde contre la Police kenyane, dont elle avait bien documenté la réputation de violations des droits humains de manifestants politiques, au Kenya.

De toute évidence, la Police kenyane a une longue tradition de criminalité, de corruption, et de violation des droits humains, témoignages confirmés par les parlementaires féminines du Kenya. Comment peut-on imaginer que de tels faits échappent aux services d'intelligence des pays poussant à la roue pour que soient déployées les forces de sécu-

rité du Kenya, à la tête de la mission multinationale devant être mobilisée en Haïti, pour aider la Police nationale à neutraliser les criminels haïtiens ? Comment peut être qualifié ce comportement de la communauté internationale, surtout quand les États-Unis, qui se chargent de la responsabilité de recruter le Kenya pour prendre le leadership de cette mission ? Alors qu'ils savent parfaitement que ce pays n'a ni les compétences, encore moins les moyens pour mener à bien cette tâche. Est-ce là une recette pour aider Haïti, comme le prétendent les entités impliquées dans le déploiement de la force de sécurité internationale en Haïti ?

En clair, le Kenya a sa propre version de gangs armés, depuis de nombreuses années, témoignent des parlementaires féminines du Kenya, sans que la Police de ce pays ne parvienne à les éliminer.

Qui peut soutenir que le Kenya a les moyens, les compétences et la volonté de remettre les pendules à l'heure, en Haïti, en matière de sécurité ? C'est ce que Ariel Henry, de concert avec la communauté internationale, entend offrir au pays, cadeau empoisonné qu'il faut repousser brutalement. Cela appelle au déclenchement du processus devant aboutir à l'éjection immédiate du Premier ministre de facto de la primature.

HAÏTI OBSERVATEUR
 P.O. Box 356237
 Briarwood, N.Y. 11435-6237
 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti 1101-Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 5 ^e étage Haut au-dessus, Haïti Tél. (519) 223-0789 ou (509) 223-0789	ÉTAT-UNIS 1 ^{ère} classe : 48,00 \$ US, pour six (6) mois 90,00 \$ US, pour un (1) an
CANADA 1101-Haïti-Observateur Gerald Louis Jacques 514-321-6131 12, Rue St. Charles 12215 Josselyn / Cassavant Montréal H3M 1Z7	AFRIQUE ET ASIE 563,00 FF, pour six (6) mois 1008,00 FF, pour un (1) an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à : Jean-Claude Valentin 13 K Avenue Haldehoen, 8 ^e Et. Apt. 14 93310 Le Pré St. Germain France Tél. (33-1) 43 43 26 10	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE Telle classe 973,00 US, pour six (6) mois \$1600,00 US, pour un (1) an
	EUROPE 73,00 EUR, pour six (6) mois 125,00 EUR, pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
 Company/Compagnie _____
 Address/Adresse _____
 City/Ville _____ State/Etat _____
 Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



The arrival of Kenyan police in Haiti, a disaster foretold!

With Ariel Henry at the helm of the Republic, as Prime Minister, Haiti is exposed to every danger. His lack of political judgment, proven a thousand times over, renders him unfit to carry out the functions for which he was chosen by the CORE Group syndicate of Western ambassadors in Port-au-Prince, under the dictates of the US State Department. For the time being, the Haitian people must do everything in their power to prevent the deployment of the multinational security force, under the leadership of the Kenyan Police, invited by the de facto Prime Minister to help solve the gang issue, with the active collaboration of his bosses in the international community. This is the only way to avoid a catastrophe in the making.

Needless to say, we don't need a foreign security force to defeat the gangs once and for all, let alone one led by the Kenya Police. Preferably, this should involve the ejection of Ariel Henry from the Prime Minister's office, a strategy that should be reinforced, more than ever, in light of the latest revelations about the Kenyan Police, especially when these are made by the country's parliamentarians - a total of 40 deputies from different legislative jurisdictions.

In their statements, the women MPs have sounded the alarm about the terror of Kenyan armed gangs, a subject of permanent concern in Kenya, but which the authorities deliberately play down for political reasons. In any case, the revelations of the Kenyan MPs on the reality of their country's armed gangs demonstrate that, when it comes to insecurity, the reality is no different from that in Haiti. This case of importing the Kenyan police, ingrained in corruption and innate violators of human rights, to the bedside of the Haitian National Police, is tantamount to an invitation to disaster. Suddenly, we see in what mayhem the international community is getting Haiti into.

Referring to the Kenyan media outlet *The Standard*, based in Nairobi, the Kenyan capital, in its December 7, 2023 edition, and the Haitian online publication *rhinews.com*, also published on the same date, their reporting of statements made to journalists at the Kenyan Legislative Palace by several female MPs representing various jurisdictions of the country are mind blowing. Notably, we'll point to "Kenya Kwanza" and the "Coalition Azimio La

Unioia", who express their concern at "the resurgence and reactivation of criminal gangs in various regions of the country." The parliamentarians assert that these "notorious" Kenyan thugs are well known: the "Mungiki, Chinkororo, Al Shabab, the 42 brothers and Wakali Kwanza." They point out that "these criminal elements have historically been used to repress the rights of women and children."

In her revelations to the press, Beatrice Elachi, MP for Dagoretti North, availed herself of the opportunity to expose the seriousness of the situation, stating that these criminals target "vulnerable bangs" of society, using them as "human shields".

Therefore, she urges the country's president, William Ruto, to take urgent action to establish responsibility and arrest those financing such activities. This advice to President Ruto comes with a threat: If the head of state fails to act, through the security agencies, "the women legislators will not hesitate to publicly disclose the identities of those involved."

On the same occasion, Alice Nganga, MP of Thika Town, elaborated on the practices of thugs, such as, for example, "forced female genital mutilation, sexual harassment and rape." To hear these Kenyan MPs talk about bandits in their country, one has the impression that they are alluding to Haiti. MP Nganga points out that the "criminal occupation of Matatu roads, extortion on public transport and senseless violence represent serious threats to the safety and well-being of women and children."

The same Kenyan media outlet quoted Senator Miraj Abdullahi as expressing similar concerns. Ms. Abdullahi said she feared the "potential impact of the proliferation of these illegal groups," which could create "a breeding ground for drug trafficking."

Considering the latest revelations from these Kenyan parliamentarians, one wonders about the intentions of those pushing for a Kenyan-led force to bring salvation to Haiti! Can we believe that the American and Canadian governments and their allies, as well as the United Nations, that are imposing sanctions against oligarchs of all kinds in Haiti, would pretend to be unaware that the same criminal activities are tolerated by the Kenyan authorities, whom they want to engage in cracking down on the gangs that are causing so much

harm in our country?

On the other hand, this is confirmation that a junk security force is being imposed to lead the multinational force to be deployed in support of the Haitian National Police. Yet, the Kenyan component of the East African Regional Force, deployed in the Democratic Republic of Congo (DRC), in November 2022, has just begun to demobilize, its mandate not renewed by Kinshasa, due to its ineffectiveness in carrying out its regional task. The first contingent has already left Goma, in the eastern part of Congo.

Worse still, the *Global Initiative against Transnational Organized Crime* has issued a damning report on crime in Kenya. According to this organization, the country "ranks 16th in the world for organized crime."

In the same document, the following facts are noted: "The report also indicates that Kenyan criminal networks are dominated by small groups engaged in a range of illegal activities, including drug trafficking, human trafficking, human smuggling, commodity smuggling, cattle rustling, extortion, burglary, robbery, money laundering, executions and murder. The report also states that Kenya has a high level of corruption among government officials and executive office holders, resulting in financial fraud, embezzlement and misuse of funds, among others."

The unacceptability of Kenya's security forces taking on the leadership of the multinational force had been raised repeatedly, but the promoters of the initiative persist in turning a deaf ear. Even within the UN, Amnesty International, a member of the international organization, had warned against

the Kenyan police, whose reputation for human rights violations against political demonstrators in Kenya is well documented.

Clearly, the Kenyan police force has a long tradition of criminality, corruption and human rights violations, as confirmed by Kenya's female parliamentarians. Can one really imagine that such facts have escaped the intelligence services of the countries pushing for the deployment of Kenyan security forces to lead the multinational mission to be mobilized in Haiti, to help the national police neutralize Haitian criminals? How to describe this behavior on the part of the international community, especially when the US authorities have taken on the responsibility of recruiting Kenya to lead this mission? They fully know that this country has neither the skills nor the resources to carry out this task. Is this really a recipe for helping Haiti, as the entities involved in the deployment of the international security force in Haiti claim?

To put it plainly, Kenya has had its own version of armed gangs for many years, Kenyan women MPs testify, without the country's Police being able to eliminate them.

Who, then, can argue that Kenya has the means, the skills and the will to set Haiti's security record straight? This is what Ariel Henry, in concert with the international community, intends to offer the country, a poisoned gift that must be brutally rejected. And this calls for immediate ejection of the de facto Prime Minister from the premiership, and for a concerted Haitian response to deal with the problem of widespread insecurity!

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p>HAITI Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, 8ème étage Port au Prince, Haiti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785</p> <p>CANADA Haiti-Observateur Gerard Louis Jucques 514 321 6434 15, Rue St. Jean 12213 Joseph P. Cassavari Montreal H3M 2C7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Valbon 13, K Avenue Fochineton, 81 Rt Apt. 44 93310 Le Pré St. Gervais France Tél. (33-1) 43-63-28-10</p>	<p>ÉTAT-UNIS 1ère classe <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US. pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553.00 FF. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF. pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe <input type="checkbox"/> 975.00 US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1600.00 US. pour un (1) an</p> <p>EUROPE <input type="checkbox"/> 75 EUROS. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROS. pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français</p>
--	---

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Les autres abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat postal.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Journée internationale anti-corruption : De hautes personnalités haïtiennes ont retenu l'attention

Suite de la page 1

tre carnage, soit un noyage collectif.

Le président Zelensky en pèlerinage à Washington

Hier, mardi, 12 décembre, cela faisait pitié de voir le président ukrainien Volodymyr Zelensky faisant une plaidoirie en vue d'obtenir davantage d'aide économique et militaire, afin de pouvoir résister aux troupes russes, qui ont envahi son pays depuis le 24 février 2022. L'exercice de 24 à 48 heures, dont il était question, selon le président russe Vladimir Poutine, est devenue une guerre sans merci depuis lors. Mais les Ukrainiens, ces faibles voisins des Russes, ont pu résister jusqu'à présent, grâce à la générosité du gouvernement américain, anxieux de la politique expansionniste du leader russe.

À la télévision, mardi, on a vu Vlodymyr Zelensky, vraiment aux abois, plaider pour obtenir davantage d'aide des États-Unis, ce qui est bien différent, par rapport à ses premières visites, à Washington, depuis les hostilités, lorsque toutes les tendances s'accordaient pour venir en aide aux Ukrainiens. Maintenant, les républicains sont réticents à continuer de faire des sacrifices, sans obtenir ce qu'ils demandent au président Biden. Alors, les négociations continuent. En tout cas, il s'agit de 100 milliards de dollars (100 000 000 000,00 \$) de plus en aide économique et militaire pour les Ukrainiens. Et le président Zelensky de dire, dans son discours télévisé : « *Nous nous battons pour nous-mêmes, afin de maintenir notre indépendance, et pour vous aussi!* ».

Un conflit en gestation dans cethémisphère

Suite au vote d'un référendum, le dimanche, 3 décembre, au cours duquel, le président vénézuélien, obtint ce qu'il demandait aux citoyens, soit l'annexion de presque deux tiers du pays voisin, Guyana, auparavant Guyane anglaise, le mardi 5 décembre, le président du Venezuela, Nicolas Madu

ro, en conversation avec certains parlementaires, présenta une « *nouvelle carte* » de son pays, y compris le nouvel État qu'il appelle « *Guyana Esequiba* ».

Par décret, il a créé aussi une « *Haute Commission pour la défense de Guyana Esequiba* », une zone réputée très riche en minerais souterrains, notamment du pétrole à gogo, dont la découverte remonte à

l'année 2015. Mais le Guyana en a commencé l'exploitation, avec l'aide d'Exon-Mobil, et qu'il s'agit déjà de revenus de l'ordre de plus d'un milliard de dollars l'an, permettant la construction d'importantes infrastructures.

Le président de Guyana, Irafaan Ali, dans une entrevue accordée, mercredi dernier, 6 décembre, à CNN eut à dire que les manœuvres vénézuéliennes

représentent une « *menace imminente, un attentat fait de désespoir* ».

Et le président guyanais a contacté ses alliés, y compris le gouvernement américain, avec lequel existe, dit-il, « *un pacte de coopération pour la défense* », tout en ajoutant que « *la Maison-Blanche et le Département d'État sont engagés dans le processus* ».

Un autre allié de Guyana

est le Brésil, pays limitrophe. Et le président Ali dit qu'il a aussi contacté le président brésilien, Luis Inacio Lula da Silva, qui lui a donné l'« *assurance que le Brésil se tient fermement aux côtés de Guyana, et ne s'attend pas à un comportement imprudent de la part du Venezuela* ».

Pierre Quiroule II
raljo 31@yahoo.com



THE MADAM AND THE MAJOR

A docudrama unfolding: The shocking story of Haiti's first female president

We need your help in spreading this story. Any contribution or donation are immensely appreciated.



Brooklyn Dreams Charter School (K-8)

259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230-1310
BrooklynDreamsCharterSchool.org
718-859-8400

Brooklyn Excelsior Charter School (K-8)

856 Quincy St
Brooklyn, NY 11221-3612
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org
718-246-5681

Brooklyn Scholars Charter School (K-8)

2635 Linden Blvd
Brooklyn, NY 11208-4907
BrooklynScholarsCharterSchool.org
718-348-9360

Riverton Street Charter School (K-8)

118-34 Riverton Street
St. Albans, NY 11412-4024
RivertonStreetCharterSchool.org
718-481-8200

AVIS D'OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Les inscriptions pour l'année scolaire 2024-25 se clôturent le 1 avril 2024 à 17h00. Les formulaires de demande d'inscription peuvent être obtenus en contactant l'école. Si le nombre de demandes reçues pendant les inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera nécessaire. Le tirage au sort, si nécessaire, aura lieu en direct aux dates suivantes :

- Brooklyn Dreams Charter School – 3 avril 2024 à 9:00
- Brooklyn Excelsior Charter School – 3 avril 2024 à 10:00
- Brooklyn Scholars Charter School – 3 avril 2024 à 11:00
- Riverton Street Charter School – 3 avril 2024 à 14:00

Les demandes reçues après la clôture des inscriptions seront acceptées selon le principe du premier arrivé, premier servi pour les places restantes. Des listes d'attente seront constituées en conséquence.

AVIS SUR LA POLITIQUE NON DISCRIMINATOIRE À L'ÉGARD DES ÉTUDIANTS

Les National Heritage Academies ne pratiquent aucune discrimination et ne limitent pas l'admission d'un élève sur quelque base illégale que ce soit, y compris sur la base de l'appartenance ethnique, de l'origine nationale, de la couleur, du besoin de services d'éducation spéciale, du sexe, du genre, du handicap, des capacités intellectuelles, des mesures de réussite ou d'aptitude, des capacités sportives, de l'origine, de la croyance, du genre, de la religion ou de l'ascendance. Une école ne peut exiger aucune action de la part d'un élève ou d'une famille (comme un test d'admission, un entretien, une rédaction, la participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission à cette école.


Injections, tests, examens médicaux et fractures.

C'EST LA VIE.

Inscrivez-vous maintenant pour vous assurer que tout soit couvert par votre assurance-maladie à partir du 1er janvier 2024.



 nystateofhealth.ny.gov

 (855) 355-5777



HAITI



Lè manke gid, pèp la gaye!

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

The bottom section of the page features a large graphic on the left consisting of a stylized map of Haiti, with the northern part in purple and the southern part in red. To the right of the map, the word "HAITI" is written in large, bold, black capital letters. Next to it is a decorative graphic element that looks like a stylized eye or lens. To the right of this graphic, the Haitian proverb "Lè manke gid, pèp la gaye!" is written in a cursive font. Below this, the word "OBSERVATEUR" is written in very large, bold, black capital letters. At the bottom, the website address "WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA" is displayed in white capital letters on a dark background.



PROROGATION DE MANDAT DU COMITE DE NORMALISATION Présentation d'un tissu de mensonges par la FIFA pour justifier sa décision

Par Ricot Saintil

La FIFA est capable de tout. C'est une évidence à laquelle est confronté le football haïtien, depuis la nomination du Comité de normalisation, à la Fédération haïtienne de football (FHF), sans aucune considération pour les statuts de celle-ci. Néanmoins, on ne la croyait pas capable d'inventer un tissu de mensonges pour justifier une décision préjudiciable à l'une de ses associations membres. Sa dernière correspondance adressée au Cubain Luis Hernandez, relative à sa décision de proroger le mandat du Comité de normalisation est une insulte faite aux clubs et un manque de respect flagrant pour toutes les personnes avisées, qui suivent avec attention la réalité désastreuse du football haïtien.

La FIFA a choisi son camp, en renouvelant le mandat de la structure de normalisation de la FHF, au détriment des revendications des clubs, auxquelles elle n'a jamais accordé aucune importance. Cette prorogation de mandat, est une honte pour l'instance mère du football, qui, sans aucune gêne, aucune, éthique, aucune moralité, a menti pour justifier sa décision.

Dans la première partie de son communiqué, la FIFA évoque les raisons pour lesquelles elle avait renvoyé, pour une première fois, le mandat du Comité de normalisation. Elle dit avoir noté que : le Comité a

renouvelé le centre d'entraînement de Croix-des-Bouquets (Camp Nous), pour faciliter un environnement propice aux jeunes. Quelle audace ! Le centre est fermé depuis décembre 2020. Tous les enfants ont été renvoyés du ranch et les entraîneurs révoqués. L'administration de la FHF a été déplacée pour être relogée à Delmas 60. Mais la FIFA a eu le culot d'inventer de telles sottises pour justifier sa décision. Elle a noté également, que des dispositions ont été prises pour développer le football, mais aussi pour relancer les compétitions locales. Encore un autre mensonge ! La FHF n'a jamais pris aucune initiative pour le football des jeunes, les réunions réalisées avec les clubs, en 2022, ne débouchaient sur rien. Les membres du Comité ne voulaient, en aucune façon, faire preuve de transparence dans la gestion des affaires courantes de la FHF.

Les membres du Comité de normalisation n'ont fait aucune concession aux clubs, qui exigeaient, comme préalables, au Comité : le rapport de gestion pour l'exercice 2021-2022, le budget de la saison 2022-2023. Ils n'ont pas jugé bon de satisfaire les demandes des clubs pour lesquels ils sont censés travailler. Par conséquent, il n'a rien, absolument rien fait pour faciliter la reprise des compétitions dans le pays. Elle a noté, entre autres, la COVID-19, l'insécurité, l'assassinat de Jovenel Moïse, comme

obstacles ayant empêché les membres du Comité à accomplir quelques points importants de leurs tâches, notamment, la révision des statuts et l'élection d'un nouveau Comité exécutif. Sans tenir compte des irritants et des contradictions qui caractérisent le rapport du Comité avec les clubs, elle avait décidé de proroger, pour une première fois, le mandat du Comité. Hormis, les derniers faits avancés, tous ceux susmentionnés sont des prétextes. En somme, c'est une violation flagrante de tout code éthique et morale.

Pour justifier cette nouvelle prorogation de mandat du Comité de normalisation, la FIFA s'est lancée dans une offensive contre les clubs de la « *Solidarité* », qu'elle accuse et fustige le manque de coopération. Mais, avant de pointer du doigt ces clubs, elle met en avant la situation du pays, qui ne s'est pas améliorée, l'insécurité, qui continue de faire rage, le phénomène des « *territoires perdus* », etc. elle enchaîne en disant que, malgré tous ses obstacles, le Comité a tout fait pour gérer les affaires courantes de la FHF. Et pour couronner le tout, la FIFA a, non seulement pris les clubs pour cible, mais elle les a utilisés, en dernier lieu, comme bouc émissaire, pour montrer la bonne foi du Comité de normalisation, qui avait piégé les clubs en organisant, à moins de deux mois de la fin de leur mandat, deux réunions pour produire

leur rapport. La FIFA, sans connaître les tenants et les aboutissants de ces réunions, ont fait savoir qu'elles ont été productives, qu'elles ont permis de resserrer les liens et qu'il n'y a pas eu d'objection sur la prorogation du mandat du Comité.

Pour la vérité et pour l'histoire, les clubs hostiles, dont parle la FIFA, ont pris part à la première réunion, parce qu'ils n'ont pas voulu qu'on leur colle l'étiquette de « *clubs faisant obstacles* ». Mais aucun lien n'a été renforcé, aucune avancée n'a été enregistrée, au cours de la première réunion. Pour la deuxième tenue, le 2 novembre, la question de prorogation de mandat du Comité n'a jamais été soulevée, selon les dirigeants des clubs, restés sans voix face aux mensonges de la FIFA. Ils ont compris qu'ils se sont faits piéger, en lisant le communiqué de la FIFA, qui relève de la fiction.

Ce n'est pas la prorogation de mandat du Comité de normalisation qui est choquante, même si elle est incompréhensible, compte tenu que pour la deuxième fois, les tâches pour lesquelles ce Comité a été nommé n'ont abouti à rien. C'est plutôt, la facilité déconcertante, l'indécence avec laquelle la FIFA écrit des allégations comme bon lui semble. Le pire, c'est qu'il y a d'autres dirigeants de clubs qui soutiennent les membres du Comité de normalisation, ce qui nous a portés à questionner leurs

positions. On se demande, vraiment, comment des dirigeants peuvent-ils saluer une prorogation de mandat d'un comité auquel on a confié la tâche d'organiser l'élection pour un nouveau Comité exécutif, et qui n'a rien fait pour l'accomplir ? Comment peuvent-ils accepter qu'un citoyen cubain soit à la tête du football haïtien ? Comment peuvent-ils s'enfermer dans un silence complice sans demander de comptes à un Comité de normalisation dont la gestion est douteuse ? Comment peuvent-ils être aussi complaisants avec un Comité qui n'est même pas capable d'enclencher le processus de révision des statuts de la FHF ? Comment peuvent-ils rester indifférents au sort des enfants de l'Académie Camp Nous, à la déchéance des équipes nationales, et à l'arrêt du football haïtien ? Comment, en dernier lieu, ces dirigeants ne peuvent-ils pas constater l'échec du Comité, par ricochet l'échec de la FIFA. Les décisions de la FIFA, pour le football haïtien, relèvent tout simplement d'une politique impérialiste visant tout simplement à enfoncer le football haïtien dans la crise avec, comme d'habitude, des Haïtiens « *colonisés* », incapables de s'affranchir de l'emprise du Blanc. Le salut du football haïtien n'est pas pour demain, le chemin sera long et rocailleux.

R.S.

